



## ARRETÉ N° 2024/104

Permission de voirie 2 rue des Chênes  
Travaux d'isolation du Centre médical  
78870 BAILLY

### Le Maire de la commune de BAILLY,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L2122-24 à L2122-28, L2212-2 et L.2213-1 à L.2213-6.1 ;

**VU** le Code de la Route, et notamment les articles L325-1 à L325-3, L362-1, R411-24 et R417-10 ;

**VU** le Code pénal et notamment son article R610-5 ;

**VU** le Code de la Sécurité Intérieure article L.511-1 ;

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** l'arrêté interministériel du 22 mai 1989 relatif à la signalisation routière ;

**VU** la demande de travaux de la société ELLIPSE domiciliée 19 rue de la Fontenelle, 78270 La Villeneuve-en-Chevrie, qui doit réaliser les travaux d'extension du Centre médical, qui auront lieu du 20/11/2023 au 01/11/2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exécution des travaux d'extension du Centre médical nécessite l'installation d'échafaudages dans le cadre de la réalisation de l'isolation thermique des façades par l'extérieur ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à assurer le respect des mesures de sécurité et d'hygiène du chantier ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** La société ELLIPSE est autorisée à occuper le domaine public au niveau du 2 rue des Chênes, pour permettre l'installation d'échafaudages sur toutes les façades du bâtiment du 23/09/2024 au 01/11/2024.

A charge pour elle de se conformer aux dispositions prescrites par les textes susvisés et aux conditions spéciales suivantes, sa responsabilité étant engagée en cas de manquement à ses obligations :

- Mettre en place et maintenir la signalisation réglementaire du chantier de jour et de nuit ;
- Si la continuité du cheminement piéton ne peut être maintenue, mettre en place le dispositif nécessaire pour permettre aux piétons de circuler en sécurité (passage sécurisé le long de l'échafaudage, traversée de chaussée...);
- En cas d'aménagement d'un passage sécurisé pour piétons, celui-ci devra obligatoirement avoir une largeur de 1,40 m, libre de tout obstacle.
- L'entrée de l'établissement devra être continuellement accessible pendant toute la durée des travaux et restera libre de tout obstacle pouvant gêner la circulation des piétons.

**ARTICLE 2 :** Le stationnement des véhicules légers et poids lourds sera interdit au droit du chantier. Par dérogation, les véhicules de l'entreprise chargée des travaux seront autorisés à stationner.

**ARTICLE 3 :** Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux et sous sa responsabilité. Tout affichage sur les équipements publics (mâts d'éclairage, mobilier urbain, tronc d'arbres) reste strictement interdit. L'entreprise devra afficher l'arrêté sur son propre mobilier au minimum 7 jours avant la date de début des travaux.

**ARTICLE 4 :** Charge à l'entreprise de fournir et mettre en œuvre tous les moyens matériels et humains nécessaires au bon déroulement du chantier. En cas d'accident la responsabilité du demandeur pourra être engagée.

**ARTICLE 5 :** Les contraventions au présent arrêté seront constatées et les contrevenants poursuivis conformément à la loi. Les véhicules en stationnement illicite seront considérés comme gênants et leur enlèvement pourra être demandé.

**ARTICLE 6 :** Toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'état de propreté des abords du chantier et nettoyer régulièrement la voie publique durant les travaux devront être prises. Dès l'achèvement du chantier les bénéficiaires de la présente autorisation sont tenus de réparer les éventuels dommages.

**ARTICLE 7 :** Les revêtements de voirie et de trottoir devront être refaits à l'identique sur toute la largeur de la surface concernée : voie ou/et trottoir. Dans le cas où les travaux de reprise ne sont pas au moins de la même qualité que le précédent revêtement, alors l'entreprise pourra être tenue responsable de dégradation et, après mise en demeure, elle sera redevable des frais de reprises pour remise en état.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Lieutenant de la Gendarmerie de Noisy le Roi, la Police Municipale de Bailly, et Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Bailly sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliations sont adressées à :

- Versailles Grand Parc [deplacements@agglovgp.fr](mailto:deplacements@agglovgp.fr) et [plaine@agglovgp.fr](mailto:plaine@agglovgp.fr)
- M. le Lieutenant de la Gendarmerie de Noisy-le-Roi [bta.noisy-le-roi@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bta.noisy-le-roi@gendarmerie.interieur.gouv.fr)
- La Police municipale de Bailly [police@mairie-bailly.fr](mailto:police@mairie-bailly.fr)
- Le SDIS [LOU.prevision@sdis78.fr](mailto:LOU.prevision@sdis78.fr)
- La société ELLIPSE [contact@ellipse95.fr](mailto:contact@ellipse95.fr)
- Monsieur le Directeur des Services Techniques [sebastien.mesnard@mairie-bailly.fr](mailto:sebastien.mesnard@mairie-bailly.fr)

Fait à Bailly, le 16/09/2024

**Pour le Maire et par délégation,  
L'Adjoint au Maire délégué aux Mobilités,  
à la Voirie et aux Travaux,**



  
**Denis PETITMENGIN**